

# Maison

Belgique/Belgie  
P.P.  
Bruxelles 5  
BC3204

N° agrégation :  
P 201114

# Africaine



AFRIQUE ET  
CRISE ALIMENTAIRE

RECONSTRUIRE L'AFRIQUE PAR LE SAVOIR



Médicins du Monde

© Carmen Gayo



TRIMESTRIEL  
SEPTEMBRE 2009

- P. 3      Edito
- P. 4      Les pays doivent pouvoir se protéger
- P. 6      300 millions d'africains face à la famine
- P. 8      Le lobby écolo-agricole occidental veut-il la mort de l'Afrique ?
- P. 12     Aider les petits fermiers à nourrir le continent africain
- P. 15     News

## Une crise ne doit pas en cacher une autre

**LA CRISE DE LA FINANCE ET LA CRISE DE L'ÉCONOMIE SONT  
DES SUJETS DE PRÉOCCUPATION LANCINANTS POUR TOUS.**

**MAIS QUOIQUE NE TOUCHANT PAS CHACUN DANS SON VÉCU  
QUOTIDIEN, LA CRISE ALIMENTAIRE QUI S'ÉTEND DE FAÇON  
ALARMANTE DANS LE SUD, CONSTITUE UNE RÉALITÉ ENCORE  
BEAUCOUP PLUS GRAVE EN TERMES HUMAINS.**

# Edito

## LE PARADOXE DE LA SOLIDARITÉ

---

Comment comprendre et expliquer que l'Être humain est aujourd'hui capable de construire des avions, des fusées, des médicaments d'une complexité invraisemblable, des modèles mathématiques insolites, des buildings de plusieurs centaines d'étages, des ponts de plusieurs kilomètres, ... et que dans le même temps, le même Être humain est incapable de nourrir l'ensemble de sa population et détruit chaque année des milliers de tonnes à coups de quotas ou de règles de marchés? Parallèlement aussi, les pays occidentaux développent des programmes d'aide alimentaire au profit de populations africaines qui ont a priori un potentiel en ressources agricoles exploitables largement suffisant.

Il n'est pas question ici de juger les excès des uns, les lacunes des autres, le courage des Africains ou la suffisance de certains Occidentaux. Il s'agit ici uniquement de pointer des situations paradoxales qui autorisent à mettre en doute certaines valeurs et priorités. Pensons entre autres à la solidarité entre les Hommes qui semble s'effriter au profit d'un individualisme croissant. Il y a bien entendu toujours de beaux gestes de solidarité ponctuels, mais la valeur intrinsèque de la solidarité semble s'estomper comme si elle était devenue infréquentable voire risquée.

L'Être humain ne donne-t-il pas de plus en plus l'impression d'essayer de sauver les meubles avant le déluge? Ceci expliquerait ces changements de valeurs et de comportements. Comme un désir de vouloir absolument tout garder pour soi, quitte à ce que cela ne serve à rien, de peur de ne plus rien avoir demain. Ces dérives d'un système qui se noie auront-elles un effet productif? Un peu plus de solidarité ne serait-elle pas bienvenue?

Un tout grand merci s'impose donc à tous ceux qui ont encore confiance en l'avenir et qui pensent que la solidarité est une valeur utile au développement serein de nos civilisations.

Thierry Van Pevenage

Directeur



## Les pays doivent pouvoir se protéger

**24 mars 2009 - BRUXELLES** - Fin mars, cela fera juste un an que le juriste belge Olivier De Schutter a été nommé rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation. Le bilan qu'il dresse est sombre : la crise alimentaire s'aggrave, mais des solutions existent, conditionnées par une réelle volonté politique, nationale et internationale.

### Comment décrire, en quelques mots, la crise alimentaire actuelle ?

Olivier De Schutter : C'est un combat que nous sommes en train de perdre. En 1996, 820 millions de personnes souffraient de la faim dans le monde. Elles étaient 852 millions en 2004-2005, 923 millions au début 2008 et elles sont aujourd'hui un milliard. Le nombre de personnes qui ont faim augmente et leur proportion dans la population mondiale diminue à peine. La crise alimentaire mondiale de 2007-2008 n'a fait qu'aggraver des situations déjà très graves.

### Vous plaidez pour des correctifs aux règles du marché ?

O.D.S : Beaucoup de pays africains sont conscients de la nécessité d'augmenter les investissements dans l'agriculture, jusqu'à 10 % de leur budget public. Ils ont compris qu'il faut privilégier la souveraineté alimentaire, ce qui signifie faire des choix en matière d'agriculture qui évitent à ces pays d'être dépendants envers la volatilité



des cours des matières premières. Cela suppose de reconstituer les stocks alimentaires démantelés dans les années 1980, qui permettent d'acheter des récoltes à des prix rémunérateurs pour les paysans puis, en périodes de soudure, de mettre les stocks sur les marchés à des prix accessibles. Il faut cesser de pousser ces pays à se débarrasser des stocks comme la Banque mondiale l'a encore fait en 2008 avec le Mali. Celui-ci avait un surplus de 100 000 tonnes de riz, et il a été poussé à le vendre au lieu de le stocker. Il faut que les pays puissent se protéger. Les gouvernements n'ont pas assez investi dans l'agriculture, n'ont pas doté les agriculteurs des outils dont ils avaient besoin. Ceux-ci se sont repliés sur une agriculture de subsistance à peine suffisante pour faire vivre leur famille. Aujourd'hui, il faut en tirer les leçons en réinvestissant massivement de l'argent public dans l'agriculture.

**Après la crise de 2007-2008, prévoyez-vous des catastrophes alimentaires à court terme ?**

O.D.S : Oui, parce qu'on a réagi à la crise alimentaire mondiale de 2007-2008 par des mesures humanitaires, d'une part, et macro-économiques, de l'autre, pour inciter les pays à investir dans l'agriculture. Mais, on n'a pas réformé les règles du commerce interna-

parce que cela mènerait à interroger la manière dont les ressources naturelles des pays du Sud servent aujourd'hui à satisfaire les consommateurs du Nord et interroger aussi le poids des grandes multinationales agro-alimentaires. C'est difficile, parce que cela pose des questions non pas humanitaires, mais politiques. Il faut donc une volonté politique forte.

... cela pose des questions non pas humanitaires, mais politiques. Il faut donc une volonté politique forte.



tional pour permettre à l'agriculture dans les pays en développement de s'épanouir. On n'a pas réellement examiné nos modes de production agro-industrielle, qui sont pourtant une cause importante du changement climatique. Tous les ingrédients de la crise de 2007-2008 restent en place. La crise va fatalement se reproduire faute d'avoir agi sur les causes.

**Pourquoi ?**

O.D.S : Parce que des intérêts très importants font obstacle à ce qu'on réexamine la division internationale du travail actuelle. Il est très difficile de réformer ce système sur le plan structurel

**Mais, même sans cela, y a-t-il moyen de prendre déjà des mesures locales ?**

O.D.S : Il le faut, parce que si l'agriculture est victime du changement climatique, elle en est aussi une des causes principales. Or, certains modes de production agricole qu'on appelle écologiques réduisent les émissions des gaz à effet de serre, en s'intéressant aussi à l'écosystème avec lequel la plante interagit. Ils exigent beaucoup moins d'intrants coûteux comme les engrais ou les semences améliorées et créent moins de dépendance pour les petits paysans. Au Malawi, l'agroforesterie a permis de régénérer des surfaces considérables (350 000 ha au bénéfice de 100 000 petits paysans) en y augmentant la production moyenne de 1,3 à 3,7 tonnes par hectare. Les revenus des familles ont augmenté de 500 dollars par an. Des progrès semblables ont été faits en Tanzanie où des régions entières des provinces de l'Est ont été régénérées grâce à l'agroforesterie. Donc, c'est possible.

## 300 millions d'africains face à la famine

La crise alimentaire qui a démarré avant les crises financière et économique (cfr notre brochure du mois de juin 2009) n'a pas encore disparu et ne doit pas être ignorée par les gouvernements, estime la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

La CNUCED rappelle, dans un communiqué, que « plus de 300 millions d'Africains font face à une famine chronique, soit près du tiers de la population du continent ». Elle ajoute que les prix des denrées alimentaires, notamment ceux des produits de base indispensables à tant de ménages africains, restent supérieurs à leurs niveaux d'avant la crise.

Bon nombre de pays qui étaient des exportateurs nets de denrées alimentaires dans les années 70 en sont devenus importateurs nets dans la période récente. Aujourd'hui, les pays africains importent environ 25 % de leur alimentation, ce qui représente une facture alimentaire annuelle de 15 milliards de dollars.

La CNUCED indique, en outre, que la productivité agricole reste basse et ne suit pas le rythme de la croissance démographique, de l'urbanisation, de l'augmentation des



Bon nombre de pays qui étaient des exportateurs nets de denrées alimentaires dans les années 70 en sont devenus importateurs nets dans la période récente.

revenus et de la modification des habitudes alimentaires. Les financements nécessaires pour mener à bien les réformes agricoles vitales sont difficiles à trouver, car les gouvernements sont confrontés à une diminution de leurs ressources financières.

Par ailleurs la destruction des emplois et la chute des revenus du fait de cette crise rendent plus difficile la possibilité pour des familles africaines de s'acheter de la nourriture, même dans ce contexte où les prix sont un peu plus bas.

La vulnérabilité du continent à de graves pénuries alimentaires et à la famine persistera, tant que les causes n'ont pas été résolues. Et une répétition de la crise alimentaire de 2008 n'est pas à exclure, si les prix de ces produits de base comme le riz, le blé, le maïs, l'huile de cuisson remontaient de nouveau sur les marchés mondiaux, avertit la CNUCED.



*Le riz est l'aliment de base de plus de la moitié de la population mondiale*

Le Bénin deviendra-t-il un jour autosuffisant en riz? Les experts de la FAO le prédisent et ils vont même plus loin en affirmant qu'un jour prochain - probablement à l'horizon 2011 - ce pays d'Afrique de l'Ouest

exportera les excédents de sa production rizicole. En fait, c'est grâce à une stratégie d'intensification de la production et de la commercialisation des semences de riz de qualité que le "miracle" est attendu.

# Le lobby écolo-agricole occidental veut-il la mort de l'Afrique ?

*Par Carlo Lotteri, professeur de philosophie politique à l'Université de Sienne en Italie et directeur de l'Institut Bruno Leoni. - 31 juillet 2009*

Une des conclusions du sommet organisé par le G8 début juillet en Italie a été la décision de relancer l'aide internationale aux pays en voie de développement et, entre autres, aux pays de l'Afrique sub-saharienne. Les chefs d'Etat de l'Europe, de l'Amérique du Nord et des autres pays riches ont accepté les « conseils » des grandes stars de la musique pop internationale et l'effet sera, tout simplement, que de l'argent des contribuables des pays ri-

ches sera prélevé pour le donner à ceux qui, surtout en Afrique, très souvent condamnent à la famine leurs propres concitoyens par des décisions criminelles, une fermeture du marché et un interventionnisme irresponsables. Pop-stars et politiciens se sont dits satisfaits. Pourtant, alors qu'ils vont maintenant montrer au monde leur « générosité », une partie significative du continent africain semble connaître des problèmes toujours plus importants.

A l'encontre de ce discours à la mode, il faut répéter que l'aide aux pays pauvres est une duperie. Il s'agit tout simplement d'une fausse générosité financée aux dépens d'autrui (les contribuables des pays occidentaux) qui se transforme immédiatement en un solide soutien à des régimes qui ont déjà fait trop de mal.

Le sentimentalisme irrationnel que les chefs d'État de l'Occident ont exploité pour imposer la logique des aides internationales a tout simplement financé des gens comme Jean-Bédél Bokassa ou Idi Amin Dada : les politiciens occidentaux se sont auto-congratulés de ces décisions, mais la conséquence a été de multiplier les souffrances en Afrique. Dans le bavardage quotidien qui domine souvent la presse occidentale, la rhétorique des aides est toujours destinée à être préférée aux



choix politiques responsables, qui visent à respecter la dignité des femmes et des hommes de l'Afrique, en leur permettant d'avoir une réelle opportunité de croissance.

Par ailleurs, même si toutes les ressources destinées aux gens pauvres de l'Afrique étaient effectivement affectées aux populations dans la détresse, il y aurait très peu

– pour les gouvernements occidentaux – de quoi être satisfaits : au cours de l'histoi-

*...l'aide d'Etat crée toujours une dépendance et étouffe tout penchant à créer, travailler, imaginer, ...*

Tout cela peut suffire à se sentir bons et généreux, mais pour intervenir de manière efficace il faut surtout donner plus d'opportunités.

re on a en effet du mal à repérer un seul exemple d'une région qui se soit développée grâce aux aides venant de l'étranger. Au contraire, l'aide d'Etat crée toujours une dépendance et étouffe tout penchant à créer, travailler, imaginer de nouvelles initiatives et prendre des risques. Encore une fois, l'aide des Etats riches aux Etats pauvres a souvent l'effet de renforcer des régimes oppres-

sifs, en leur offrant l'opportunité d'accroître encore plus le contrôle qu'ils exercent sur la société, la circulation des idées, et la vie économique.



Pour les occidentaux, il n'y a pas de raison de croire qu'on puisse se donner bon conscience en répétant des programmes qui ont déjà échoué par le passé : on enlève un peu d'argent aux pauvres des pays riches pour le donner aux riches des pays pauvres (comme avait coutume de le dire l'économiste anglais et grand spécialiste de

ces problèmes, Peter Bauer). Tout cela peut suffire à se sentir bons et généreux, mais cela n'aide pas les gens dans la misère, parce que pour intervenir de manière efficace il faut surtout donner plus d'opportunités aux individus et aux communautés africaines. Il est donc important de comprendre les principaux problèmes de cet univers et intervenir avec le plus grand courage.

## LES DÉGÂTS DU PROTECTIONNISME

Contrairement à ce que disent les protectionnistes en Europe, il serait beaucoup plus sérieux – dans le but de promouvoir le développement de l'Afrique – d'abolir toute forme de protectionnisme et ouvrir la porte à une intégration croissante des économies. Mais tout cela ne plaît pas à ceux qui tirent d'énormes avantages de la fermeture des marchés les plus riches et même aux militants de l'écologie antilibérale comme le célèbre José Bové. Dans une interview très récente, le député français au Parlement européen a farouchement défendu les subventions destinées aux agriculteurs européens : un système qui pourtant empêche les producteurs d'autres pays de vendre leur produits sur le marché italien, français, anglais etc. Selon M. Bové, « le marché mondial n'est pas une réponse à l'alimentation » parce qu'il met en risque la position, l'état de perfusion, des paysans européens et de toute la bureaucratie qui s'engraisse aux dépens de l'économie du Tiers Monde, des contribuables et des consommateurs occidentaux.



*Photo Corrine Bord*

Il serait beaucoup plus sérieux d'abolir toute forme de protectionnisme et ouvrir la porte à une intégration croissante des économies.

La politique économique agricole de l'Union européenne dévore plus du tiers du bilan de cette institution, mais ce qui est pire est qu'elle empêche les consommateurs des 27 pays qui composent l'Union de s'adresser aux producteurs africains, asiatiques, etc. Les conséquences sont néfastes pour tout le monde - même pour les agriculteurs français ou italiens, qui, au cours des dernières décennies, ont perdu leur qualité d'entrepreneurs et leur capacité d'être efficaces, alimentés par les subsides publics.

Pour vaincre cette bataille, il faut une alliance entre les consommateurs et les contribuables de l'Occident et les agriculteurs et les entrepreneurs du Sud. Plutôt que faire l'aumône aux pays en voie de développement, il faut donner de vraies opportunités aux travailleurs de la Côte d'Ivoire ou du Sénégal. Mais il est évident que pour réaliser cet objectif il faut avoir le courage de défier le grand lobby écolo-agricole qui domine en Europe et en Amérique du Nord.

Le pacte d'acier entre les agriculteurs européens et l'idéologie protectionniste des écologistes a déjà fait beaucoup de mal aux Africains. Il faut s'opposer à tout cela, au nom du futur et de l'espoir de millions d'Européens et d'Africains qui ont le droit d'interagir et d'échanger le fruit de leur travail.



# Aider les petits fermiers à nourrir le continent africain

*Source : irinnews, 5 juillet 2009*

Alors que le sommet de l'Union Africaine sur l'agriculture s'ouvre en Libye, les bailleurs de fonds veulent attirer l'attention des participants sur le rôle que les fermiers à la tête de petites exploitations – pour la plupart des femmes- peuvent jouer pour nourrir leur communauté.

L'agriculture est considérée comme une « urgence » qui mérite autant d'attention que la crise financière mondiale, selon Kate Norgrove du bureau d'OXFAM à Dakar, au Sénégal. « Près de 9 000 milliards de dollars ont été injectés dans le secteur financier mondial depuis janvier 2009, contre quatre milliards de dollars versés pour l'aide publique au développement pour l'agriculture dans le monde. Ce n'est pas grand chose quand on pense à l'ampleur du problème ».

Le déclin de la production, qui se poursuit depuis des décennies, a poussé de plus en plus de familles dans des situations de faim et de maladies, selon l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA).

L'AGRA a calculé qu'en 1980, 18 pour cent de l'aide publique au développement était allé à l'agriculture, contre quatre pour cent en 2006.

Les petits fermiers portent toute la charge de ces baisses, selon Oxfam UK. Dans un récent rapport, l'organisation non-gouvernementale (ONG) a noté que les Etats-Unis et l'Union



Européenne avaient investi moins de trois dollars par petite exploitation dans les pays pauvres, entre 1986 et 2007.

« La moitié de ces fermiers ne produisent pas assez pour nourrir leur famille », a déclaré Namanga Ngongi, le président d'AGRA, à IRIN. « Les exploitants de petites fermes ne sont pas organisés et n'ont pas voix au chapitre concernant la politique agricole de leur gouvernement ».

Plus de 70 pour cent des Africains dépendent de l'agriculture pour vivre, selon les Nations Unies. En Afrique

L'agronomie pourrait amener au monde une nouvelle révolution verte.

La recherche s'oriente vers les engrais et le conditionnement.

*Kathryn McConnell*  
 Réd. USINFO

subsaharienne, les gens ont manifesté durant ces dernières années contre l'augmentation des prix des intrants agricoles, de la nourriture et du carburant ; pour beaucoup, les prix restent trop élevés.

### Révolution à petite échelle

M. Ngongi d'AGRA a précisé que s'il reconnaissait que le terme "révolution verte" rappelait des souvenirs d'investissements agricoles ayant échoué, « fuir les mots ne résoudre pas les problèmes de productivité. Nous ne pouvons pas tourner autour du pot. Les problèmes de l'agriculture de l'Afrique nécessitent des investissements massifs – rien de moins qu'une révolution ».

Les solutions doivent être adaptées aux besoins des petits producteurs, a-t-il ajouté. Si des plus petits lots d'engrais, de semences et d'outils étaient disponibles, de plus nombreuses personnes, qui ne peuvent se permettre d'acheter que de petites quantités, pourraient les acquérir.

Les lots déjà emballés, qui pèsent jusque 100 kilos, ne sont pas à la portée des fermiers – le plus souvent des femmes – qui voyagent dans des conditions précaires, sur de longues distances et sur des routes chaotiques, a précisé M. Ngongi à IRIN.

Marthe Idumbo, Nord-Kivu



Selon M. Ngongi, les fermiers doivent désormais parcourir de longues distances pour chercher des semences et de l'engrais parce qu'il n'y pas assez de revendeurs dans les zones rurales. « Dans l'ouest du Kenya, où AGRA a mis en place des programmes de gestion agricole pour former des revendeurs, les fermiers parcourent maintenant quatre kilomètres pour acheter des intrants, au lieu de 17 kilomètres (dans les zones non concernées par les programmes) ».

Selon AGRA, les gouvernements à court de ressources financières ne sont pas capables de garantir les prêts aux petits fermiers. « Les banques ont besoin d'assurance contre le risque », a souligné M. Ngongi, décrivant un programme d'assurance pour les prêts au Kenya, soutenu par l'AGRA et le Département britannique pour le dévelop

pement international (DFID), programme qui a autorisé le prêt de 50 millions de dollars à des petits fermiers, durant trois ans.

Dans un récent rapport sur les transferts d'argent dans le sud du Niger, l'ONG britannique Save the Children a écrit :



« fournir des intrants agricoles n'est pas suffisant pour aider les ménages les plus pauvres à augmenter leur production alimentaire. Ces apports doivent s'accompagner de soutien économique (argent ou nourriture) pour que les adultes capables physiquement de travailler puissent passer suffisamment de temps à cultiver leurs propres champs ».

Les agriculteurs africains doivent se mécaniser pour atteindre la sécurité alimentaire.



## TUTORAT

17 élèves supplémentaires se sont inscrits au Tutorat dans le courant du mois d'août.

230 heures de cours ont été données dans plus de 8 matières différentes.

En tout, nous comptons **plus de 900 heures** dispensées en 2009 et des résultats à la hauteur des attentes des élèves et de leurs parents.

## RENTRÉE 2009/2010

Comme chaque année nous sommes débordés par les demandes de logement. Soucieux de préserver le caractère social de la Maison, nous avons opté en 2009 pour le statu quo **en terme de prix du logement**.

En effet, la crise financière affecte déjà suffisamment le bien-être des étudiants. Or, l'un des rôles de notre asbl est de protéger les étudiants ... dans la mesure de nos possibilités

## SILLY

Une semaine au cœur de l'Afrique.

La Maison Africaine participera à la « **Semaine africaine** » organisée par la commune de Silly du 16 au 25 octobre. A l'ordre du jour : spectacles, expositions, reportages, cuisine, conférences, sports, marché, ...



## MOBILITÉ PROFESSIONNELLE BELGIQUE—RDC

**4 Congolais de la diaspora ont déjà signé un contrat de travail dans le cadre de ce projet.**

Nous sommes actuellement en cours de réflexion sur les possibilités de poursuivre ce projet au plus grand bénéfice des Congolais désireux de rentrer dans leur pays.

Maison

Un don,  
Un geste.

Pour une Afrique  
en reconstruction.



**Vous voulez renforcer  
le projet Tutorat**

**30 EUROS = 5 HEURES DE COURS  
5 HEURES QUI PEUVENT SAUVER UNE ANNÉE SCOLAIRE**

**POUR SOUTENIR UN ÉTUDIANT, UN ENFANT OU UN PROJET,**

**210-0835616-13**

**Tout don de 30 euros ou plus est fiscalement déductible.**

Africaine

**VOTRE SOUTIEN  
EST IMPORTANT  
EN  
CETTE PÉRIODE  
DIFFICILE POUR  
TOUS**

**Statut** A.s.b.l. agréée par la D.G.C.D.  
**Adresse** Rue d'Alsace Lorraine, 33  
1050 Bruxelles  
**Téléphone** 02/51 3 75 92  
**Fax** 02/51 2 73 52  
**E-mail** ad ministration @ maison africaine .be  
**Internet** www.maison africaine .be

**Contact** Thierry Van Pevenage  
**Éditrice responsable** Geneviève Ryckmans  
**Réalisation et mise en page** Safiatou Gnanou